Compte rendu du Conseil Municipal - Séance du 24 novembre 2016.

L'an deux mil seize le vingt-quatre novembre à vingt heures,
le conseil municipal de cette commune régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Laurent MICHEL, Maire.

Présents : MM. MICHEL Laurent, CHAUT-SARRAZIN Agnès, CHOLLAT Gérard, GRIVOLLA Gabriel, BARBIER Joseph, BARBIER Philippe, DESROCHE Henri, FRECHET Michel, HERMIL Etienne, MASSONNAT Rachel, MOINE Jérôme, MOREL Serge, PERRIN Lisa.

Excusés : MM. CORNU Marie-Thérèse, ALBERT Claude.

Pouvoir de Mme Marie-Thérèse CORNU à Rachel MASSONNAT et de Claude ALBERT à Laurent MICHEL.

Madame Lisa PERRIN a été nommée secrétaire.

Ordre du jour :

- Fixation du nombre et de la répartition des sièges du conseil communautaire de la communauté de communes issu de la fusion au premier janvier 2017
- Revalorisation des tarifs de location de la salle des fêtes
- Revalorisation des loyers des appartements communaux
- Modification emprise voie communale n° 28
- Compte rendu commission bâtiments et voirie
- Sécurisation des écoles : demande de subvention
- Borne de recharge pour véhicules électriques
- Compte rendu CCVT et syndicats
- Questions diverses

Monsieur le Maire donne lecture du compte rendu de la séance du 20 octobre 2016.
Approbation à l'unanimité du compte rendu.

Monsieur le Maire propose de rajouter les points suivants à l'ordre du jour :

- Achat de terrain à la HOLDING FTP pour la construction de logements sociaux. Annulation de la délibération N° 2016/028 du 30 juin 2016 – Erreur sur le montant.
- Concours du receveur municipal – Attribution d'indemnité

Avis favorable du conseil municipal pour rajouter ces deux points à l'ordre du jour.

N° 2016/048 : Objet : Fixation du nombre et de la répartition des sièges du Conseil Communautaire de la Communauté issue de la fusion.

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 35 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.5211-6-1 et L.5211-6-2 ;

Vu le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale de l'Isère arrêté le 30 mars 2016

Vu l'arrêté préfectoral en date du 9 juin 2016 portant projet de périmètre de la fusion des quatre Communautés de Communes de Bourbre Tisserands, des Vallons du Guiers, de la Vallée de l'Hien, et des Vallons de la Tour

Vu le vote des Maires des communes incluses dans le projet de périmètre de la fusion des quatre Communautés (24 pour, 3 contre, 2 abstentions) réunis le 31 août 2016 lors du Comité de pilotage élargi de la démarche de structuration d'une intercommunalité unique à l'échelle des Vals du Dauphiné décidant, d'une part, de ne conclure aucun accord local afin de fixer la composition du Conseil Communautaire de la Communauté issue de la fusion, et, d'autre part, que la composition du Conseil Communautaire de la Communauté issue de la fusion sera fixée, conformément aux dispositions des II et III de l'article L.5211-6-1 du CGCT, à 62 sièges.

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que la composition de la Communauté issue de la fusion des Communautés de Communes de Bourbre Tisserands, des Vallons du Guiers, de la Vallée de l'Hien, et des Vallons de la Tour sera, conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, fixée selon les modalités prévues à l'article **L.5211-6-1** du CGCT.

Ainsi, la composition du Conseil Communautaire de la Communauté issue de la fusion pourrait être fixée :

- selon un accord local permettant de répartir au maximum 25% de sièges supplémentaires par rapport à la somme des sièges attribués en application de la règle de la proportionnelle à la plus forte moyenne basée sur le tableau de l'article L.5211-6-1 III et des sièges de « droits » attribués conformément au IV du même article, mais dont la répartition des sièges devra respecter les conditions cumulatives suivantes :

- être répartis en fonction de la population municipale de chaque commune,
- chaque commune devra disposer d'au moins un siège,
- aucune commune ne pourra disposer de plus la moitié des sièges,
- la part de sièges attribuée à chaque commune ne pourra s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, sauf à bénéficier de l'une des deux exceptions à cette règle.

Afin de conclure un tel accord local, les Communes incluses dans le périmètre de la fusion devraient approuver une composition du Conseil Communautaire de la Communauté issue de la fusion respectant les conditions précitées, à la majorité des deux tiers au moins des Conseils municipaux des communes incluse dans le périmètre de la fusion, représentant la moitié de la population totale de la nouvelle Communauté issue de la fusion (ou selon la règle inverse), cette majorité devant nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des communes incluses dans le périmètre de la fusion :

- soit, avant la publication de l'arrêté préfectoral portant fusion ;
- soit, postérieurement à la publication de l'arrêté portant fusion, dans un délai de 3 mois suivant sa publication et, en tout état de cause, avant le 15 décembre 2016

En l'espèce, l'application des cinq règles cumulatives préalablement rappelées conduisent à ce que les Communes incluses dans le périmètre de la fusion ne peuvent légalement conclure un accord local régulier que dans le cadre d'une composition du Conseil Communautaire fixée à 57 sièges.

A défaut d'un tel accord constaté par le Préfet au 15 décembre 2016, selon la procédure légale, le Préfet fixant **à 62 sièges**, le nombre de sièges du Conseil Communautaire de la nouvelle

Communauté issue de la fusion précitée, qu'il répartira, conformément aux dispositions des II et III de l'article L.5211-6-1 du CGCT, selon le tableau ci-après :

NOM DE LA COMMUNE	POPULATION MUNICIPALE	REPARTITION
Tour du Pin (La)	7922	8
Abrets en Dauphiné (Les)	6378	6
Pont-de-Beauvoisin (Le)	3527	3
Saint Clair de la Tour	3324	3
Dolomieu	3035	3
Aoste	2782	3
Cessieu	2740	2
Saint-André-le-Gaz	2678	2
Saint-Victor-de-Cessieu	2204	2
Saint Didier de la Tour	1892	2
Bâtie-Montgascon (La)	1862	2
Chapelle de la Tour (La)	1724	1
Romagnieu	1538	1
Saint Jean de Soudain	1521	1
Chimilin	1428	1
Biol	1405	1
Faverges de la Tour	1261	1
Pressins	1140	1
Virieu	1109	1
Rochetoirin	1096	1
Montagnieu	980	1
Sainte-Blandine	940	1
Saint-Jean-D'Avelanne	932	1
Doissin	863	1
Passage (Le)	783	1
Chélieu	679	1
Torchefelon	675	1
Valencogne	629	1
Saint-Ondras	614	1
Belmont	526	1
Granieu	472	1
Montrevel	461	1
Panissage	440	1
Saint-Albin-de-Vaulserre	397	1
Saint-Martin-de-Vaulserre	256	1
Chassignieu	208	1
Blandin	134	1
Total	60 555	62

Le Maire indique au Conseil Municipal qu'il a été envisagé de ne pas conclure d'accord local sur la composition du Conseil Communautaire de la Communauté issue de la fusion et de recourir à la composition légale opérée, conformément aux dispositions des II et III de l'article L.5211-6-1 du CGCT, telle que précisé dans le cadre du tableau ci-avant.

En effet, le Maire rappelle au Conseil Municipal que les Maires des communes incluses dans le projet de périmètre de la fusion des quatre Communautés (24 pour, 3 contre, 2 abstentions) réunis le 31 août 2016 lors du Comité de pilotage élargi de la démarche de structuration d'un intercommunalité unique à l'échelle des Vals du Dauphiné se sont prononcés en ce sens.

Il est donc demandé au Conseil Municipal de bien vouloir, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, décider, d'une part, que la Commune n'entend conclure aucun accord local sur la composition du Conseil Communautaire de la Communauté issue de la fusion des Communautés de Communes de Bourbre Tisserands, des Vallons du Guiers, de la Vallée de l'Hien, et des Vallons de la Tour et, d'autre part, que la composition du Conseil Communautaire sera fixée à 62 sièges réparties, conformément aux dispositions des II et III de l'article L.5211-6-1 du CGCT, et figurant dans le cadre du tableau ci-avant.

Il est précisé que, suite aux délibérations des Communes, le Préfet prendra un arrêté actant la composition du Conseil communautaire de la Communauté issue de la fusion.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Par 15 voix pour, 0 voix contre, et 0 abstention

- **DECIDE** que la Commune ne conclura aucun accord local sur la composition du Conseil Communautaire de la Communauté issue de la fusion des Communautés de Communes de Bourbre Tisserands, des Vallons du Guiers, de la Vallée de l'Hien, et des Vallons de la Tour.

- **DECIDE**, que la composition du Conseil Communautaire de la Communauté issue de la fusion des Communautés de Communes de Bourbre Tisserands, des Vallons du Guiers, de la Vallée de l'Hien, et des Vallons de la Tour sera fixée, conformément aux dispositions des II et III de l'article L.5211-6-1 du CGCT, à 62 sièges, répartis comme suit :

NOM DE LA COMMUNE	POPULATION MUNICIPALE	REPARTITION
Tour du Pin (La)	7922	8
Abrets en Dauphiné (Les)	6378	6
Pont-de-Beauvoisin (Le)	3527	3
Saint Clair de la Tour	3324	3
Dolomieu	3035	3
Aoste	2782	3
Cessieu	2740	2
Saint-André-le-Gaz	2678	2
Saint-Victor-de-Cessieu	2204	2
Saint Didier de la Tour	1892	2
Bâtie-Montgascon (La)	1862	2
Chapelle de la Tour (La)	1724	1
Romagnieu	1538	1
Saint Jean de Soudain	1521	1
Chimilin	1428	1
Biol	1405	1
Faverges de la Tour	1261	1
Pressins	1140	1
Virieu	1109	1

Rochetoirin	1096	1
Montagnieu	980	1
Sainte-Blandine	940	1
Saint-Jean-D'Avelanne	932	1
Doissin	863	1
Passage (Le)	783	1
Chélieu	679	1
Torchefelon	675	1
Valencogne	629	1
Saint-Ondras	614	1
Belmont	526	1
Granieu	472	1
Montrevel	461	1
Panissage	440	1
Saint-Albin-de-Vaulserre	397	1
Saint-Martin-de-Vaulserre	256	1
Chassignieu	208	1
Blandin	134	1
Total	60 555	62

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

N° 2016/049 : Objet : Fixation des tarifs 2017 de la salle des fêtes.

Le Conseil Municipal fixe de la manière suivante les tarifs de locations et les cautions de la salle des fêtes applicables à compter du 1^{er} janvier 2017 :

- Pour les particuliers de la commune : 1 jour : 140 Euros
2 jours : 200 Euros

Cautions de 500 Euros.

- Pour les particuliers extérieurs : 1 jour : 380 Euros
2 jours : 500 Euros

Cautions de 800 Euros

- Pour les associations (utilisation avec but lucratif) :

- de la commune : 1 jour : 100 Euros
- extérieures : 1 jour : 260 Euros

Cautions de 500 Euros

Pour les associations de la commune qui louent plusieurs fois dans l'année la salle des fêtes à but lucratif, il est décidé de la gratuité de la deuxième location.

- **Pour les professionnels** : de la commune : 1^{er} jour : 280 Euros plus 200 €/jour supplémentaire.

: extérieurs : 1^{er} jour : 400 Euros plus 250 €/jour supplémentaire.

Caution de 800 Euros

- **Pour réunions**, assemblées générales de groupement extérieur avec repas : 150 € pour 1 jour.

- **Pour réunions**, assemblées générales de groupement extérieur sans repas : charges de fuel et de gaz uniquement, au tarif en vigueur au jour de la location.

- location du lave vaisselle : 50 Euros

- Pénalités de nettoyage : 200 Euros.

- Fixe le montant de l'acompte à 33 % du montant de la location.

N° 2016/050 : Objet : Fixation des loyers des appartements communaux.

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que la revalorisation des loyers des appartements communaux pour 2017 est de 0 % - la variation sur un an de l'indice de référence des loyers du 2^{ème} trimestre est stable, à savoir l'indice du 2^{ème} trimestre 2015 est égal à 125.25 et l'indice du 2^{ème} trimestre de 2016 est égal à 125.25.

Les loyers des appartements pour 2017 demeurent inchangés à savoir :

Appartement La Cure : loyer mensuel fixé à 483 €

Appartements Bâtiment Mairie :

* Appartements situés au 1^{er} étage : loyer mensuel fixé à 328 € plus les charges de chauffage d'un montant mensuel de 115 € avec régularisation annuelle.

* Appartement situé au rez-de-chaussée : loyer mensuel fixé à 290 € plus les charges de chauffage d'un montant mensuel de 92 € avec régularisation annuelle.

N° 2016/051 : Achat de terrain à la HOLDING FTP pour la construction de logements sociaux. Annulation de la délibération N° 2016/028 du 30 juin 2016.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal le projet de construction de 8 logements locatifs sociaux au lotissement Le Jardin des Vernes et la délibération N° 2016/028 du 30 juin 2016 relative à l'achat de terrain à la HOLDING FTP.

Il indique que cette délibération doit être annulée car il n'a pas été précisé le montant hors taxe et le montant de la tva lié à cette acquisition.

Il rappelle que pour permettre la réalisation de ce projet la commune doit acquérir la parcelle de terrain délimitée par le cabinet Isagéo, dans le permis d'aménager N° PA 0382961420002 accordé en date du 31 mars 2015 à la Holding FTP, nommée Lot N° 21, cadastrée A 1104 d'une superficie de 1216 m2.

Il indique qu'au préalable à ces travaux, un accord verbal avait été établi entre la commune et le propriétaire concerné, la holding FTP et qu'il convient de concrétiser cette opération, par un acte translatif de propriété, correspondant au tènement cédé par le propriétaire concerné à la commune. Il rajoute que cette transaction résulte d'un accord amiable entre la commune et la Holding FTP, au prix de 35000 € hors taxe plus la tva pour un montant de 1150 €, le lot N° 21 et que les frais relatifs à cette acquisition seront pris en charge par la commune.

Le conseil municipal, après délibérations, à l'unanimité :

- DECIDE d'annuler la délibération n° 2016/028 en date du 30 juin 2016 et de la remplacer par cette délibération n° 2016/051.
- ACCEPTE d'acquérir au prix de 36150 € TTC dont 1150 € de TVA (trente six mille cent cinquante euros dont mille cent cinquante euros de TVA) le lot N° 21 du lotissement Le Jardin des Vernes, cadastré A 1104 pour une superficie de 1216 m2.
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer le compromis et l'acte authentique à intervenir, pour l'acquisition du Lot 21, qui seront dressés par l'étude notariale de Maître SARAMITO-SOTTILINI à Morestel.
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à ce dossier.
- DIT que l'ensemble des frais d'actes liés à cet achat sera entièrement pris en charge par la commune.

N° 2016/052- Objet – Concours du receveur municipal – Attribution d'indemnité

Le conseil Municipal,

Vu l'article 97 de la Loi N° 52.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

Décide :

- de demander le concours du receveur municipal pour assurer des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable définies à l'article 1 de l'arrêté du 16 décembre 1983.
- d'accorder l'indemnité de conseil au taux de 75 % par an
- que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à Monsieur MARTIN-COCHER Jean-Michel, receveur municipal à compter du 1^{er} janvier 2016.
- que les crédits nécessaires au paiement de cette indemnité s'imputeront sur ceux ouverts à l'article 6225 du budget communal.

N° 2016/053 – Objet : Devis pour la modification d’emprise de la VC N°28

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le projet de modification de l’emprise communale (voie communale N° 28) proposée par l’entreprise Boulon, pour lui permettre de réaliser son projet de construction d’un bâtiment artisanal. Il présente l’implantation du nouveau tracé de la VC n° 28. Il rajoute que lors de la dernière séance le conseil municipal avait émis un avis favorable pour demander un devis pour connaître le coût de la délimitation de la nouvelle emprise de la voie communale et l’élaboration et le suivi de la procédure d’enquête publique.

Un devis a été établi par le cabinet Agate pour la réalisation du dossier d’enquête pour le classement et le déclassement de la voie et la régularisation de l’emprise foncière du chemin. Il s’élève à 1500 € H.T.

Le conseil municipal, après avoir pris connaissance des plans et après délibérations,

- Valide la nouvelle implantation de la voirie n° 28 qui sera soumise à enquête publique
- Valide le devis qui s’élève à 1500 € H.T.
- CHARGE Monsieur le Maire pour le suivi de ce dossier.

Compte rendu commission voirie

Circulation chemin de la Fauconnière :

Monsieur le Maire donne lecture du courrier de M. ALPY, riverain de ce chemin, au sujet de l’augmentation de la circulation sur cette voie suite aux constructions nouvelles et à la vitesse excessive de certains véhicules. Ce dernier propose qu’un sens unique de circulation en voie descendante soit mis en place, du carrefour avec le chemin du rual jusqu’à la fontaine du Moriot.

Le conseil municipal, après discussions :

- rappelle que la vitesse sur les voies communales est une préoccupation permanente des élus.
- qu’en 2014 il avait été décidé de délimiter l’agglomération sur les principales voies communales par la pose de panneaux d’entrée d’agglomération (limitation de la vitesse à 50 km/h). Concernant le chemin de la Fauconnière, ceux-ci ont été posés respectivement au niveau des propriétés Boulon et Perrin.
- dit que la mise en sens unique d’un tronçon de ce chemin, n’est pas envisageable eu égard au gabarit des autres voiries qui devraient supporter la circulation supplémentaire et n’apporterait vraisemblablement pas les résultats escomptés.
- propose de créer une zone 30 de part et d’autre de l’impasse de la Fauconnière, de signaler la priorité à droite par la pose d’un panneau croix de Saint André pour les véhicules montant et la mise en place d’un miroir réglementaire au bénéfice des usagers sortant de l’impasse afin de sécuriser au mieux la sortie.
- dit que ces actions pourraient être mises en œuvre dès le début de l’année 2017.

Travaux de voirie

- les filets à neige ont été posés.
- l’élargissement du chemin des croisettes et la création de la plateforme de retournement impasse de la Fauconnière ont été réalisés – la pose du revêtement sera effectué en 2017.
- des copeaux ont été déposés dans les différents massifs de fleurs.
- présentation de la 3^{ème} tranche des travaux de la traversée du village.

Afin de connaître l'état des canalisations d'eaux pluviales de part et d'autre du giratoire, le passage d'une caméra par une entreprise spécialisée était obligatoire. Le compte rendu doit parvenir dans les tous prochains jours à la mairie.

Le projet sera scindé en différents thèmes afin de pouvoir bénéficier d'un maximum de subventions auprès du conseil départemental, de l'Etat et du SEDI.

Compte rendu commission des bâtiments

- vandalisme local de la buvette du foot. Le volet métallique a été arraché une nouvelle fois. Celui-ci a été réparé par l'agent communal.

- changement du thermostat de réglage du chauffage à la salle des fêtes et contrôle des installations de gaz.

- remplacement de l'auto-laveuse

- lecture d'un courrier de la préfecture relative à des aides pour la sécurisation des accès scolaires. Ce dossier sera étudié sur le budget 2017.

Bornes de recharge pour véhicules électriques.

Dans le cadre du schéma départemental validé en 2015, la commune avait été retenue pour l'implantation d'une borne de recharge pour les véhicules électriques dont l'autonomie était de l'ordre de 150 km. Or, les constructeurs annoncent que dès 2017 l'autonomie des véhicules sera portée à 400 km. Suite à ces évolutions technologiques, le SEDI a décidé de revoir son schéma d'implantation des bornes par une diminution des sites. De ce fait, la commune n'est plus retenue pour ce projet.

Compte rendu de la CCVT et des différents syndicats.

CCVT : Octroi de la subvention de 28000 euros pour l'opération de construction de huit logements locatifs sociaux, sur la commune de Le Passage. Le versement sera effectué en 2 fois, au démarrage des travaux (30%), puis à la réception des logements (70%).

Commission aménagement :

- Résiliation du contrat de partenariat avec Isère Aménagement qui n'a pas donné satisfaction, dans le cadre de l'aménagement de la zone de la corderie à Saint Clair de la Tour.

- PLUi : L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal est en cours. Le coût pour la commune sera de l'ordre de 8.600 euros.

Syndicat des eaux

Les travaux d'aménagement de la traversée du village ont été retenus pour 2017 pour un montant de 60.000 euros.

Départ des communes du Pin en 2016 et de Châbons en 2018 et arrivée de Valencogne en 2017.

Entre 2018 et 2020 ce syndicat sera rattaché à la nouvelle communauté de communes des Vals du Dauphiné.

Syndicat des collègues

La dissolution définitive du syndicat des collègues a été prononcée par arrêté de Monsieur le Préfet de l'Isère à compter du 1^{er} novembre 2016.

Compte rendu de l'assemblée générale du comité des fêtes.

Mme Rachel MASSONNAT et Mr Philippe BARBIER représentent la commune au sein de cette association.

Compte rendu de la commission urbanisme

La commission a étudié les dossiers suivants avec avis favorable :

- Déclaration préalable déposée par M. LHOMME pour la construction d'une piscine.
- Permis modificatif déposé par M. DUSSURGET pour sa future construction au lotissement le Jardin des Vernes.
- Permis de construire déposé par M. CORDERO pour la construction d'une maison individuelle au lotissement Le jardin des Vernes.

N° 2016/054- Objet – Subvention Comité des fêtes.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que pour l'année 2016 il n'a pas été voté de subvention pour l'association Comité des Fêtes. Il présente le bilan financier et propose d'allouer une subvention de 1830 euros au comité des fêtes

Le Conseil Municipal, après délibérations :

- décide d'allouer une subvention de 1830 €
- dit que les crédits nécessaires sont prévus au compte 6574.

N° 2016/055- Objet – Validation de l'option pour le Lot 5 pour les travaux de mise en accessibilité de la salle des fêtes et du commerce multiservices.

Monsieur le Maire rappelle la délibération N° 2016-043 du 20 octobre 2016 validant le MAPA d'un montant total de 23.724,12 € H.T. pour les travaux de mise en accessibilité de la salle des fêtes et du commerce multiservices. Il indique que pour le Lot 5 carrelage faïence, la variante n'avait pas été retenue. Il s'avère qu'après démarrage des travaux les conditions techniques nécessitent obligatoirement le piquage de l'ancien carrelage et des faïences du WC 1 dans le bâtiment de la salle des fêtes. Ces travaux sont évalués à 833.98 € H.T et s'ajoutent à l'offre validée à l'entreprise Vitte pour un montant de 2715.38 € H.T.

Le conseil municipal, considérant les contraintes techniques, après délibérations :

- VALIDE la proposition de Monsieur le Maire
- DIT que le lot N° 5 attribué à l'entreprise VITTE s'élève au total, à 3549.36 € H.T.
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à ce marché.

N° 2016/056- Objet – Avenant N° 1 MAPA pour les travaux de mise en accessibilité de la salle des fêtes et du commerce multiservices.

Monsieur le Maire rappelle la délibération N° 2016-043 du 20 octobre 2016 validant le MAPA d'un montant total de 23.724,12 € H.T. pour les travaux de mise en accessibilité de la salle des fêtes et du commerce multiservices. Il indique qu'une retenue de garantie de 5% du montant

initial du marché avait été prévue. Il propose de ne pas appliquer de retenue de garantie à l'ensemble des entreprises titulaires du marché.

Le conseil municipal, après délibérations :

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant N° 1 pour ne pas appliquer de retenue de garantie sur l'ensemble des entreprises titulaires du marché.

Virement de crédit – DM N° 3

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 60621 : Combustibles	1 105.14 €	
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	1 105.14 €	
D 6411 : Personnel titulaire		3 442.03 €
D 6455 : Cotisations Assurances Personnel		745.05 €
TOTAL D 012 : Charges de personnel		4 187.08 €
D 022 : Dépenses imprévues fonctionnemen	3 081.94 €	
TOTAL D 022 : Dépenses imprévues Fonct	3 081.94 €	

Prochaines réunions :

Conseil municipal le 22 décembre 2016 à 20H00, précédé de la commission urbanisme.